

Visioconférence «Laïcité» de Jean-Louis Bianco



**Jean-Louis
Bianco**

**LA FRANCE
EST-ELLE
LAÏQUE?**



Jeudi 31 Mai 2018 de 15h05 à 15h50

en salle 201 du collège de Montréjeau,
vous pourrez débattre en visioconférence
scolaire (5°1) et ouverte au public
avec **Jean-Louis Bianco**, ancien ministre
du président François Mitterrand, président
de l'Observatoire de la laïcité.

*Venez nombreux, après avoir pris la précaution de signaler votre
identité à la Loge du collège.*

Dominique Rech, professeur d'Histoire-Géographie

Biographie :

Jean-Louis Bianco, né le 12 janvier 1943 à Neuilly-sur-Seine, est un homme politique français. Il est successivement secrétaire général de l'Élysée (le plus jeune à ce poste, 39 ans, et durant la plus longue période sous la V^e République, 9 ans, sous la présidence de François Mitterrand), ministre des Affaires Sociales et de l'Intégration, puis ministre de l'Équipement, du Logement et des Transports. Durant sa carrière politique, il occupe les fonctions de maire de Digne-les-Bains, conseiller régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, président du conseil général des Alpes-de-Haute-Provence et député. En septembre 2012, il annonce l'abandon de ses mandats électifs. Au sein de la direction du Parti socialiste, il fut le principal soutien de Ségolène Royal et défend sa candidature à la primaire citoyenne de 2011 organisée par le PS et le PRG, après avoir été son codirecteur de campagne lors de l'élection présidentielle de 2007. À la suite de la défaite de Ségolène Royal au premier tour de la primaire de 2011, il s'engage en faveur de François Hollande. Par ailleurs, il est ancien conseiller du premier secrétaire du Parti socialiste pour les questions européennes et fut longtemps membre du bureau national du parti. Par décret en date du 5 avril 2013, il est nommé président de l'Observatoire de la laïcité, poste où sa vision de la laïcité, divisée, étant l'objet de soutiens comme de critiques.



Bibliographie :

- *La Forêt, une chance pour la France* (1998)
- *Trans-Europe-Express* (Plon 1992)
- Collaboration à *Les Groupes d'Action Municipale* (Robert de Caumont et Marc Tessier, Éditions universitaires, 1971)
- Livre d'entretien *Si j'étais président...* (Albin Michel, 2010)
- Essai à la Fondation Jean-Jaurès 2012. *La démocratie jusqu'au bout* (Fondation Jean-Jaurès, octobre 2010)
- Essai à la Fondation Jean-Jaurès, avec Charles Fiterman, Philippe-Michel Thibault et Michel Yahiel *Entreprise et démocratie : pour une nouvelle approche* (Fondation Jean-Jaurès, octobre 2010)
- *Mes années avec Mitterrand*, Fayard, 2015.
- *La France est-elle laïque ?*, Les éditions de l'Atelier, 2016.

https://fr.wikipedia.org/wiki/Jean-Louis_Bianco#Bibliographie

Jean-Louis Bianco : «Nous ne sommes pas très loin d'une police de la pensée»

Par [Bernadette Sauvaget](#) — 26 octobre 2017 à 12:12

Reconduit pour cinq ans à la tête de l'Observatoire de la laïcité, Jean-Louis Bianco répond notamment aux accusations «d'islamo-gauchisme» professées par une partie de la droite.

Mis en cause dans le passé par l'ancien Premier ministre Manuel Valls, Jean-Louis Bianco [vient d'être reconduit, pour cinq ans, par le gouvernement](#) à la tête de l'Observatoire de la laïcité. Il estime que les tensions sont de plus en plus fortes sur ces questions mais soutient cependant qu'il ne faut pas toucher à la loi de 1905.

Vous êtes à la tête de l'Observatoire de la laïcité depuis avril 2013. Quel bilan en tirez-vous ?

Que la loi de 1905 n'a pas besoin d'être changée ! Elle répond absolument aux besoins d'une société traversée de tensions. Certains disent qu'il faut la changer parce qu'elle date ou que le contexte a évolué à cause de la présence de l'islam. Comme pour les autres religions, les différents courants de l'islam doivent tous s'intégrer à la loi de 1905. Quant à l'argument d'ancienneté, il me hérisse. Faut-il supprimer la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen sous prétexte que le monde a changé ?

En quatre ans, les tensions ne se sont-elles pas exacerbées ?

Elles existaient déjà. Mais, dans le contexte des attentats, ces tensions sont plus fortes en raison d'une plus grande sensibilité. En ce qui me concerne, je participe à deux ou trois débats chaque semaine. L'Observatoire a contribué à former plus de 200 000 personnes. Bien sûr la laïcité seule ne peut protéger des attentats ; mais la société a besoin d'outils et se rend compte que la laïcité est un outil formidable du vivre ensemble.

Vous êtes régulièrement accusé d'être le complice de ce que certains appellent l'«[islamo-gauchisme](#)». Que répondez-vous ?

Que c'est débile. A titre personnel, j'en ai vu d'autres. Sur le terrain, on n'entend jamais parler de ces polémiques qui agitent Paris et les réseaux sociaux. En revanche, cela m'inquiète pour le débat public. Parce qu'en lançant ainsi des anathèmes, nous ne sommes plus très loin d'une police de la pensée. C'est aussi méconnaître notre travail. Dans beaucoup de cas concrets, nous demandons la fermeté. Même si ce ne sont pas toujours des questions de laïcité, nous avons affirmé notre opposition à la non-mixité dans les piscines ; nous encourageons à des procédures disciplinaires si quelqu'un dans une entreprise refuse de serrer la main d'une collègue parce que c'est une femme ; nous prôtons aussi la fermeté à l'égard de propos tenus dans certaines mosquées, etc.

L'ex-délégué à la lutte contre le racisme et l'antisémitisme Gilles Clavreul vient de se voir confier une mission sur la laïcité. Il n'est pas sur la même ligne que vous à l'Observatoire. N'y a-t-il pas une contradiction politique ?

Notre ligne, c'est celle du droit, il ne peut donc pas ne pas être sur cette ligne. Le secrétaire général du ministère de l'Intérieur, membre de l'Observatoire de la laïcité, lui a confié une mission pour uniquement mettre en application un de nos avis sur le manque de coordination entre les collectivités locales et l'Etat, pour traiter de questions pratiques liés aux cultes et au respect de l'ordre public. Il doit également tirer un bilan des semaines de la fraternité que nous avons initiées. Nous l'avons reçu et l'échange était constructif. Sa mission n'est pas «sur» la laïcité, elle est «sur un avis de l'Observatoire de la laïcité». Il en rendra compte au ministère et à nous.

Récemment, le nouveau Grand Maître du Grand Orient de France, Philippe Foussier, s'est inquiété de la «désécularisation foudroyante» de la France. Partagez-vous ce point de vue ?

Ce qui me frappe, c'est que le nouveau Grand Maître exprime ici un point de vue symétrique à celui de tous les représentants religieux. Pour eux, la tendance à une laïcité excessive limite l'expression religieuse dans l'espace public. En ce qui nous concerne, nous constatons des tensions de plus en plus fortes sur les faits religieux en France, en raison d'une crise à caractère multiple et d'une plus grande sensibilité, tout à fait compréhensible. L'Observatoire a d'abord pour mission de donner des solutions qui marchent. Les acteurs de terrain nous en sont d'ailleurs très reconnaissants.

D'où viennent les difficultés ?

Jaurès disait déjà en 1904 : «La République doit être laïque et sociale ; elle restera laïque si elle reste sociale.» Malgré la politique de la ville, le sentiment de relégation sociale est très fort dans certains quartiers. Il y a là des problèmes profonds de chômage massif, de ségrégation, d'absence d'idéal. Les gens s'y replient sur eux-mêmes de manière parfois agressive et l'offre religieuse est trop souvent rigoriste. L'insuffisante mixité sociale n'arrange rien. Tant que ces problèmes subsisteront, une menace pèsera sur la laïcité. Mais en parallèle, il faut être implacable contre tout ce qui porte atteinte aux lois de la République.

Pourquoi est-ce polémique de parler de religions et de laïcité en France ?

Dans notre pays, le réflexe est de se méfier des religions. Notre histoire est marquée par une longue tutelle de l'Eglise sur la vie sociale et politique, et s'y ajoutent les guerres de religion dont beaucoup ont oublié la violence. L'islam, devenu plus visible pour différentes raisons, préoccupe aussi certains de nos compatriotes. Cela peut être vu comme un choc culturel. Mais, pour ne pas faire le jeu des radicaux et des extrêmes, parler laïcité et religion suppose rigueur et objectivité. Tel n'est malheureusement pas toujours le cas.

[Bernadette Sauvaget](#)

http://www.liberation.fr/france/2017/10/26/jean-louis-bianco-nous-ne-sommes-pas-tres-loin-d-une-police-de-la-pensee_1605833

+ Vidéo Jean-Louis Bianco: «La laïcité est adaptée à toutes les religions»
(8mn15) : <https://www.youtube.com/watch?v=MBorCyCiITQ>